



DU RENFORCEMENT DE L'INFLUENCE DES RÉSEAUX DE L'ISLAM ET D'ÉTATS MUSULMANS EN ALSACE.

Cette influence se manifeste par un encadrement renforcé des communautés de culture musulmane par des organisations ou des États musulmans. Ils ciblent l'enseignement privé, les Elco (Enseignement en langue et culture d'origine par des enseignants envoyés par les états agréés), le parascolaire, les imams, les rites alimentaires, sur un fond de stigmatisation, de discriminations et de racisme à l'égard de ces communautés. Tous ces facteurs contribuent à couper une partie des membres de ces communautés du sentiment d'appartenance à la nation, à les enfermer dans l'appartenance à la Oumma (l'ensemble des musulmans) et, pour une minorité, à basculer dans le radicalisme.

Certes toutes les religions ont développé à des degrés divers l'encadrement des croyants, futurs croyants ou membres de communautés ethnico-religieuses. Mais il serait difficile de nier que l'islam, notamment par des contestations dans le système scolaire et par ses dérives radicales, pose le plus grand problème.

LES PRINCIPALES ORGANISATIONS MUSULMANES DU CRCM D'ALSACE.

La DITIB.

Cette association « Union des affaires culturelles turco islamiques » est une émanation et est contrôlée par la « Direction des affaires religieuses » (Diyanet) rattachée au Premier ministre turc. Un représentant de la Diyanet est présent au consulat général de Turquie à Strasbourg.

La Turquie a fait construire en 2019, derrière le parc de l'Orangerie à Strasbourg, un consulat général-ambassade (au Conseil de l'Europe) aux dimensions impressionnantes, 8 900 m² de surface. Ce bâtiment témoigne du rôle politique et religieux que la Turquie entend jouer en Europe.

Sur les 300 imams étrangers (parlant peu ou pas le français), qu'en fonctions d'accords bilatéraux, trois pays envoient chaque année en France pour des prédications (Maroc, Algérie, Turquie), la Turquie en envoie 150.

En Alsace, jusque les années 1990, la Ditib contrôlait surtout des mosquées de petites et moyennes dimensions tant dans les grandes villes que quelques villes moyennes. Le Millî Görüs était fortement implanté à Strasbourg. Mais face à la mosquée du Heyritz (obédience marocaine) et celle en construction du Millî Görüs à la Meinau, la Ditib a monté un projet assez pharaonique à HautePierre, sur un terrain où elle a déjà établi un lycée privé. À Mulhouse la Ditib et le Millî Görüs ont chacun une importante mosquée.

Sur le terrain de HautePierre, la Ditib possède cinq bâtiments d'environ 2000 m² chacun. Leur achat et leur rénovation ont coûté 15 millions d'euros. En 2012, elle y avait ouvert une éphémère « faculté de théologie musulmane » visant à former des imams. Cette « faculté » avait été rapidement rapatriée en Turquie. Ses promoteurs espéraient une reconnaissance des diplômes par l'État français qui ne pouvait aboutir : l'enseignement était en langue turque et les enseignants, les étudiants étaient de nationalité turque et envoyés directement par la Diyanet. La Turquie comptait sur le particularisme alsacien avec ses facultés de théologie catholique et protestante pour s'implanter.

La Ditib revient avec le projet d'un grand campus (le plus grand d'Europe) comprenant : la « faculté de théologie », le lycée, une grande mosquée, un centre d'arts islamiques, une école de calligraphie, des commerces, un centre d'hébergement. Cette fois la « faculté » serait destinée à former des musulmans francophones souhaitant devenir imams.

Le Lycée implanté en 2012 dans les locaux laissés vacant de la « faculté » appartient au groupe « Yunnus-Emre ». Il accueille 300 élèves de la 6^e à la terminale. Les programmes sont ceux de l'éducation nationale auxquels s'ajoute un enseignement d'éthique et culture musulmane de 1H à 1H30 au collège et d'éthique musulmane de 1H30 au lycée. En terminales, en complément, une option de 3 heures de cours de religion est proposée. Des cours de turc ou d'arabe sont proposés en option. Il y aurait plus de demandes d'inscription que

de places disponibles. La Ditib a l'intention de demander le passage du groupe scolaire en régime d'établissement privé sous contrat.

Le Millî Görüs.

C'est une organisation européenne turque qui gère entre 500 et 700 mosquées en Europe. Elle est liée aux Frères musulmans et a participé à l'élaboration de l'AKP, le parti islamo-conservateur d'Erdogan. Officiellement, elle ne peut pas recevoir des fonds du gouvernement turc, mais l'article des DNA du 10/11/2020 cite un fidèle qui déclare que l'État turc « *peut le faire de façon détournée, mais pas en ce moment alors que les tensions sont au maximum...* » entre la France et la Turquie. La Turquie protège les frères musulmans dans la perspective politique de supplanter l'Arabie Saoudite en tant que représentant et protecteur des musulmans du monde.

En Alsace le Millî Görüs est surtout ancré à Strasbourg, à Mulhouse, à Colmar et dans les villes moyennes. Les DNA (ibid) viennent de lui consacrer un article plutôt flatteur au regard de l'islam ultra conservateur prôné par cette organisation. Lors de l'abrogation du délit de blasphème en Alsace et Moselle en 2016, le responsable du Millî Görüs pour l'Alsace et Grand Est, Eyup Shain, avait demandé **le maintien du blasphème en Alsace et Moselle et son extension à tout le territoire de la République laïque.**

Sur son terrain de la Meinau qui abrite une ancienne mosquée issue d'un bâtiment industriel destinée à la destruction, le Millî Görüs a entrepris en 2017 la construction d'une grande mosquée avec minarets (la plus grande d'Europe) liée à un campus pour la somme de 32 à 33 millions. Le bâtiment mosquée coûterait à lui seul 15 millions d'euros (pour comparaison la mosquée du Heyritz a coûté 10,5 millions). Il s'agit d'un ensemble architectural comportant outre la mosquée avec ses deux grandes salles de prières (capacité 2500 personnes), une « faculté » de théologie (pour formation d'imams), un ensemble scolaire, une salle polyvalente, les bureaux de l'administration, un local pour une section jeunesse destiné à activités pédagogiques et culturelles, un centre de recherche et de documentation, un restaurant, un salon de thé, un salon de coiffure, une épicerie. L'ensemble est conçu comme un lieu de vie.

Les travaux ont commencé en 2016 mais les dons des fidèles en Alsace et en Europe n'ont pas afflué. La construction a dû être interrompue en août 2019. Cinquante pourcent du gros œuvre aurait été construit. Un appel aux dons auprès de trois monarchies du golfe n'a pas été couronné de succès. En 2020 les responsables ont lancé un appel aux dons des fidèles en vue de collecter 1 million d'euros pour payer les prestataires et assurer la reprise de la construction.

Qu'à cela ne tienne, les DNA (ibid) révèlent que l'adjoint chargé des cultes de la nouvelle municipalité strasbourgeoise, Jean Werlen, « *n'exclut pas un coup de pouce de la ville à hauteur de 10% des coûts* ». La nouvelle municipalité voudrait-elle être encore plus dépensière que la précédente en matière de « coup de pouce » aux constructions culturelles ? La subvention éventuelle ne concernerait que la partie culturelle - la mosquée - (15 millions d'Euros), **10% cela ferait une subvention de 1,5 millions d'euros**, un record. Outre l'outrage à la laïcité, en ces temps de crise sanitaire générant une crise économique et sociale sans précédent, cette somme doit de toute évidence être utilisée pour soutenir les plus démunis.

Sur son terrain de la Meinau, le Millî Görüs gère déjà un groupe scolaire (Eyyub Sultan) comprenant un collège (depuis 2014), une école élémentaire (depuis 2019) et un lycée (classe de seconde ouverte en 2020). Les classes sont à effectifs réduits, 20 élèves en moyenne. Le site du groupe scolaire ne donne pas l'information, mais un cours de religion est forcément organisé.

Une organisation marocaine.

Deux organisations marocaines sont présentes et majoritaires au CFCM : le « Rassemblement des musulmans de France » et « l'Union des mosquées de France » de Mohamed Moussaoui, actuel président du CFCM. C'est cette dernière organisation qui est représentée au CRCM d'Alsace. Le Maroc gère la grande mosquée du Heyritz à Strasbourg. Cette mosquée a coûté 10,5 millions d'euros. Les donateurs se répartissent ainsi : Dons des fidèles : 23%, le reste consiste en subventions : ville de Strasbourg 10%, Conseil régional d'Alsace : 8%, Conseil départemental du Bas-Rhin : 8%, Maroc : 38%, Arabie saoudite : 8%, Koweït : 5%. Les Collectivités locales ont subventionné cette mosquée à hauteur de 26%.

Mohamed Moussaoui est un universitaire mathématicien d'origine marocaine, ouvert au dialogue et respectueux des principes et valeurs de la République. Les organisations marocaines n'ont pas investi le champ de l'enseignement scolaire privé en Alsace. Mais l'islam marocain en France est contrôlé par le consulat marocain (c'est l'islam consulaire). Le gouvernement marocain est dominé par des partis religieux très conservateurs qui contribuent à s'opposer au développement des libertés publiques dont la liberté d'expression.

Le Maroc envoie en France chaque année une trentaine d'imams marocains pour les prédications, sans aucune garantie sur la nature des prêches. Par ailleurs, un accord a été conclu entre la France et le Maroc pour que la France envoie chaque année au Maroc une trentaine d'imams ou d'aspirants imams résidant en France pour acquérir une formation théologique. Mais il y a peu de candidats et pour quelle formation !

« **Les Musulmans de France** » (ex UOIF), proches des frères musulmans, constituent la quatrième organisation composant le CRCM d'Alsace. La présidence du CRCM Alsace est tournante et équitablement répartie entre ses quatre composantes. Le précédent représentant de l'organisation Musulmans de France, Abdelhaq Nabaoui, (également aumônier militaire) ne s'était pas représenté. Il avait également organisé l'aumônerie hospitalière en tant qu'aumônier national avant d'être évincé par le CFCM sur fond de rivalités.

Les musulmans de France ne se sont pas investis dans l'enseignement scolaire, mais ils contrôlent de nombreuses mosquées et organisent chaque année un rassemblement international de musulmans au Bourget qui a notamment accueilli Tarik Ramadan et des figures conservatrices de l'islam.

Une organisation non liée au CRCM intervient dans l'enseignement scolaire : le mouvement güleniste.

Cette organisation gère un vaste réseau d'établissements scolaires privés et de médias au niveau mondial. Son fondateur est un religieux prédicateur turc Fethullah Gülen, exilé aux USA depuis 1999. Sa fortune est estimée à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Conservateur et nationaliste, il a soutenu Erdogan entre 2002 et 2011. Il s'en est éloigné ensuite devant la dérive autoritaire du régime.

Durant cette période, en Turquie, de nombreux gülenistes sont devenus membres de l'armée, de la police, de la justice, de l'enseignement, de l'université. Une infime minorité participera au coup d'État de 2016 qui générera une féroce répression de la part d'Erdogan.

Gülen, fortement nationaliste, a toujours condamné les mouvements autonomistes kurdes et approuvé leur répression. Sur le plan religieux il est conservateur mais il affirme la nécessité d'enseigner les connaissances scientifiques. Il se prononce en faveur de la démocratie, d'un État au service du bien commun. Il reconnaît la laïcité et est pro européen. Sur le plan religieux il est favorable au dialogue interreligieux.

Les établissements d'enseignement de son mouvement s'inspirent de sa pensée. Il en existe un à Strasbourg, d'abord installé à Lingolsheim (une école élémentaire et un collège du groupe Selman Asan). Ce groupe scolaire a été contraint de déménager à Schiltigheim, à la suite de la répression contre le coup d'État de 2016. Les représentants d'Erdogan à Strasbourg ont fait pression sur les propriétaires de l'établissement et sur les parents d'élèves pour qu'ils retirent leurs enfants de cette école. Sur les réseaux sociaux des mails très violents ont été diffusés par des responsables de la communauté franco turque de Strasbourg pro Erdogan : « *Où que vous les voyiez, crachez au visage de ceux qui éprouvent de la sympathie pour ces bâtards...Il faut que les écoles de l'organisation terroristes FETÖ (les gülenistes) soient fermées. A partir de ce jour les enfants étudiant dans ces écoles sont suspects.* »

Suite à ces menaces, les propriétaires de cet établissement ont résilié le bail. Mais, dès mars 2016, le groupe scolaire s'est installé Schiltigheim sous l'appellation « Harmonie ». Le groupe scolaire suit les programmes nationaux. L'accent est mis sur le l'anglais et l'allemand. Il n'y a pas de cours de religion, mais des cours sur les « *valeurs républicaines et universelles* ». Les méthodes pédagogiques sont présentées comme « *participatives* ». Les élèves portent un uniforme, le port du voile pour les filles est autorisé (une dizaine sur 75 élèves). Les classes sont à effectifs réduits, 12 à 16 élèves par groupe.

Les enseignants et la direction affirment qu'ils sont indépendants du mouvement güleniste et qu'ils s'inspirent seulement de sa pensée. Ils ont monté un dossier pour passer au statut d'école privée sous contrat.

Conclusion.

Ni les États d'origine (essentiellement Maroc, Algérie, Turquie), ni les organisations internationales comme les frères musulmans ne sont prêts à abandonner un contrôle politique et religieux sur les membres de la diaspora qui se reconnaissent en eux. C'est moins flagrant en ce qui concerne le groupe scolaire güleniste.

L'immense majorité des citoyens français ou résidant en France de culture musulmane respectent les principes et valeurs de la République même s'ils se savent victimes de discriminations. Mais une minorité peu instruite, trouvant difficilement un travail, se replie sur la Oumma et ne partage plus les valeurs et principes de la République (laïcité, liberté d'expression, liberté de religion ou de non religion, primauté du droit commun sur les préceptes religieux). Cette minorité est une cible pour les propagandistes d'un islam fondamentaliste conduisant à une séparation d'avec la République.

Des États pourvoyeurs de fonds pour le développement de l'islam.

L'Arabie Saoudite.

Pour ce qui concerne les monarchies du Golfe, après une période de financement des mosquées, certaines, comme l'Arabie Saoudite, semblent moins enclines à dépenser les pétrodollars pour un financement qui ne leur assure pas un contrôle complet des mosquées subventionnées, les États européens ayant renforcé la surveillance des mosquées salafistes.

Des spécialistes de l'islam estiment que ces mosquées, très surveillées, ne peuvent plus conduire à une radicalisation de leurs fidèles. Ce serait sur les réseaux sociaux et par des relations de proximité que se ferait l'essentiel des radicalisations.

Fondée en 1962 par le prince Fayçal d'Arabie, la « Ligue islamique mondiale » (LIM) a contribué à l'extension du wahhabisme, un islam des plus conservateurs et attentatoire aux libertés publiques en intervenant dans les domaines des mœurs, de l'éducation et de la culture. Président de la LIM depuis 2016, Mohammed Al-Issa, ancien ministre de l'intérieur saoudien, présente désormais cette organisation comme promouvant le dialogue interreligieux, le respect de toutes les croyances religieuses « *tous les gens sont égaux en Dieu.* », la dénonciation du terrorisme, la non intervention dans les affaires intérieures des pays... » (Charte de la Mecque adoptée le 28 mai 2019). Le président de la « Fondation de l'islam de France » a accepté d'organiser avec la LIM une « Conférence internationale pour la paix et la solidarité » en septembre 2009 à laquelle étaient présents tous les responsables des principaux cultes exerçant en France.

La vérité est que l'Arabie saoudite persiste à promouvoir le wahhabisme, à appliquer la charia, à jeter en prison et à y torturer quiconque réclame plus de liberté, comme Raif Badawi condamné à 1000 coups de fouet et tout récemment des féministes réclamant plus de droits pour les femmes. La vérité est que l'islam saoudien est mortifère et qu'il continue de s'exporter.

Le Qatar.

Lié aux frères musulmans et proche de l'Iran, il se pose en rival de l'Arabie Saoudite pour la représentation des musulmans de la planète (tout comme la Turquie son alliée). Le Qatar intervient en subventionnant des mosquées notamment en Europe, par l'intermédiaire de la sulfureuse organisation Qatar Charity. L'islam qatari est lui aussi fondamentaliste.

Devant les difficultés financières rencontrées par le Millî Görüs pour achever la construction de la mosquée Eyyub Sultan, trois pétromonarchies ont été sollicitées dont le Qatar. Rue 89 a révélé dans un article du 03/10/2019 actualisé le 24/12/2019, (relayé par les DNA et Le Point) qu'en octobre 2019, une délégation des responsables alsaciens du Millî Görüs s'était rendue au Qatar accompagnée par le « Directeur de la mission de cultes de la ville de Strasbourg », mandaté par le Maire, afin d'obtenir des fonds de Qatar Charity. À priori sans succès.

Comment un élu de la République laïque, maire de Strasbourg, a-t-il pu envoyer un émissaire dans une pétromonarchie pour solliciter des fonds afin que la construction de la mosquée du Millî Görüs puisse reprendre ? Il est vrai que, n'étant pas à un oxymore près, le même élu avait envoyé au journal « Le Monde » une tribune intitulée « *je suis laïque et pour le concordat.* »

Au même moment, le gouvernement d'Édouard Philippe ne cessait de répéter qu'il fallait mettre fin au financement étranger des mosquées. Ce maire de Strasbourg ne semblait pas en être informé. L'actuel gouvernement prépare pour décembre 2020 un projet de loi sur le « séparatisme » finalement intitulé « projet de loi confortant les principes républicains » permettant de mettre un terme aux financements étrangers des mosquées. Notons que si le terme séparatisme a disparu, il en est de même pour le terme laïcité. Christophe Castaner, alors ministre de l'Intérieur, déclarait en 2019 (à Strasbourg) : « *Il y a un danger d'immixtion d'États étrangers dans les cultes qui peut conduire à faire des lieux de cultes des lieux politiques. Il y a alors danger de voir une infime minorité confisquer la voix des musulmans de France* ». La Turquie était particulièrement visée.

La Turquie.

Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le parti islamo-conservateur d'Erdogan, la Turquie a entrepris de peser sur la diaspora turque européenne particulièrement bien représentée en Allemagne et en France, notamment dans la région de Strasbourg. La région Grand Est compterait 130 000 Turcs, Franco-Turcs ou Français de

culture turque dont 75 000 inscrits sur les listes électorales turques (depuis 2014). Un contingent important si l'on sait qu'en juin 2015, Erdogan a perdu la majorité à la chambre des députés à cause du succès du parti kurde « Parti démocratique des peuples ». Chaque voix compte, d'autant que les expatriés turcs seraient 2,6 millions à travers le monde.

Le directeur des études turques de l'université de Strasbourg, Samin Akgönül explique dans les DNA du 10/11/2020 que la majorité de la communauté turque alsacienne est conservatrice et a conservé « *les yeux rivés sur la Turquie* ». Cette attraction est entretenue « *par le réseau d'imams affilié à la Diyanet ou au Milli Görüs, (tous deux désormais alliés à l'AKP), celui des enseignants et par la télé.* » En parallèle à ces réseaux, le sentiment bien réel de ségrégation dans les quartiers « *suscite un entre soi qui crée le lien permanent avec la Turquie* ». La communauté turque d'Alsace comporte majoritairement des Turcs originaires d'Anatolie, région pauvre et rurale, ainsi que des Kurdes et des Alévis. Le groupe majoritaire est selon Mehemet-Ali AKinci professeur à l'Université de Rouen-Normandie : « *une communauté intégrée mais pas assimilée. Leur identité est construite autour de valeurs telles que la religion, le nationalisme et l'attachement nostalgique au pays.* » Cependant, « *les jeunes de la deuxième génération, nés et scolarisés en France, souhaitent s'intégrer professionnellement et socialement dans le société environnante.* (Institut Jean Lecanuet -2020-)

De son côté, le journal l'Humanité du 6 juin 2017 recense les organisations européennes et françaises qui tissent les liens unissant la communauté turque d'Europe : l'Union des démocrates turcs européens (EDTE), l'Union des industriels et entrepreneurs turcs d'Europe (Tumsiad), la Dtibib , l'Association des hommes d'affaire indépendants (Musiad), le Comité de coordination des musulmans de France (CCMIF) dont est issu Amed Ögras président du CFCM en 2016, et surtout le Conseil pour la justice, l'égalité, la paix (Cojep), une ONG internationale qui est le relai politique mondial de l'AKP.

Il existe environs 9 000 établissements privés d'enseignement en France dont 95% sont catholiques, environ 300 de confession juive et une soixantaine musulmans. Le nombre d'établissements privés musulmans est encore faible, mais il augmente. Ce phénomène pourrait s'amplifier.

Lors des votes de 2015 à 2018 concernant la Turquie, les électeurs Turcs du Grand Est avaient plus massivement voté pour l'AKP ou pour Erdogan que les électeurs de Turquie. En juin 2015 (législatives) l'AKP a obtenu 57% des voix dans le Grand est contre à peine plus de 50% en Turquie. Lors du retour au vote en octobre 2015, l'AKP atteint 63% dans le Grand Est. Lors de la présidentielle turque de juin 2018, 70% des votants du Grand Est ont voté Erdogan.

Cependant en juin 2015, sur les 75 000 électeurs inscrits sur les listes électorales du Grand Est, seuls 39% ont participé au vote (50% étaient attendus). Ce résultat, modeste pour Erdogan, avait été précédé d'un grand meeting au Zénith de Strasbourg rassemblant 12 à 14 000 Turcs venus de France et de plusieurs pays européens, mais 30 000 participants avaient été annoncés. Officiellement ce rassemblement était « une rencontre citoyenne contre le terrorisme ». C'était en fait un meeting électoral dirigé contre le parti kurde qui avait fait perdre la majorité à l'AKP. Erdogan a dénoncé le « terrorisme » sans jamais citer le nom de Daech, mais en ciblant les Kurdes.

En 2015 les membres d'une délégation française du PCF venus en Turquie en observateurs des élections législatives ont été arrêtés et retenus par la police durant une journée.

Enfin, parrainé par le Cojep, un nouveau parti politique turc a été créé en France, au niveau national, le « Parti Egalité et Justice » (Pej) apparu aux départementales de 2015 et implanté à Strasbourg. L'hebdomadaire « Valeurs Actuelles » du 16/11/2020 fournit des renseignements précis sur le « Pej » : Son président a été Conseiller juridique d'Erdogan et son vice président dans le Haut-Rhin est aussi président du Cojep Grand-Est. Le président du Cojep international et fondateur du Pej est issu du groupe d'extrême droite turc « Loups gris » qui vient d'être interdit par le gouvernement français.

Aux départementales de 2015, présent dans 28 départements, le Pej a recueilli 0,8% des voix, mais son président s'en contente : « *le combat ne fait que commencer. L'avenir est pour nous* ». Rue 89 Strasbourg du 17/11/2020 indique que le vice président du Pej Bas-Rhin, ex UMP et conseiller municipal à Obernai, a déclaré : « *Chaque voix du Pej, chaque bulletin, sont des voix que nous allons récupérer après les avoir prêtées aux autres partis* ». Le Pej Désire notamment « *repenser la laïcité afin de permettre la pratique sociale et publique de la religion, l'abolition de la loi interdisant le voile à l'école, la suppression de l'enseignement de la théorie du genre et la révision de la loi sur le mariage homosexuel* »

Le Maroc.

Les islamistes au pouvoir depuis 2011 (Parti de la Justice et du Développement-PJD), maintiennent la société civile sous le joug de législations rétrogrades confiscatoires des libertés publiques. Tout ce qui touche aux relations hors mariages est lourdement sanctionné ainsi que l'avortement quand la mère n'est pas réputée en danger. Le seul fait de se tenir par la main hors mariage dans l'espace public, entraîne une arrestation et

une condamnation à la prison pour « débauche ». Dans un article du 8/9/2018, Le Monde révèle qu'en 2018 « *la justice marocaine a poursuivi 14 503 personnes pour débauche (sexe hors mariage, ou affichage public d'une relation hors mariage), 3 048 pour adultère, 170 pour homosexualité et 73 pour avortement selon les chiffres officiels. Entre 600 et 800 avortements clandestins sont pratiqués chaque jour au Maroc, selon des estimations d'associations* ». Comme l'islam officiel turc, l'islam officiel marocain est mortifère.

Les dérives éventuelles dans l'enseignement.

En matière d'établissements privés musulmans, ce sont les cours de religion et d'arabe qui peuvent conduire à des dérives. Les cours d'arabe servent souvent d'étude du coran en ce qu'il a de plus conservateur. Les Elco peuvent aussi tomber dans ce travers.

En Alsace, l'extension (pour l'instant interdite) de l'enseignement religieux aux cultes non reconnus pourrait également conduire à ces dérives fondamentalistes. Cette extension est revendiquée par les cultes reconnus et non-reconnus, des universitaires, les responsables de l'Institut du droit local (IDL), des juristes, des responsables politiques. En 2018, cette extension a failli être réalisée par une manœuvre illégale avec le projet des cultes reconnus « d'Éducation au dialogue interculturel et interreligieux » (EDII). Ce projet a été refusé par le ministère de l'éducation nationale.

D'autre part, la même année, le gouvernement avait déposé un amendement au projet de modification de la constitution qui aurait notamment permis cette extension. Cet amendement est en ce moment remisé mais non abrogé. L'IDL revient à la charge en suggérant un amendement au projet de loi « 3 D » (Décentralisation, Différenciation, Déconcentration) actuellement en préparation.

Un nouveau projet d'EDII, permettant l'extension de l'enseignement religieux aux cultes non reconnus, est possible à tout moment. Il prendrait appui sur deux modalités dérogatoires actuellement en vigueur en Alsace. L'Éveil Culturel et Religieux (ECR) au secondaire et l'Enseignement interconfessionnel à l'élémentaire. Laïcité d'Accord et le Collectif d'organisations laïques d'Alsace et de Moselle demandent la suppression de ces modalités dérogatoires.

En cas d'ouverture à l'islam de l'enseignement religieux à l'école publique en Alsace, les enseignants pressentis pour l'enseignement religieux musulman seraient alors proposés par les organisations du CRCM dont le Millî Görüs, la Ditiib et les Musulmans de France. Autrement dit ce serait faire entrer le loup de l'islam conservateur dans la bergerie du service public d'enseignement en Alsace.

Rendre l'islam en France compatible avec les principes républicains.

L'islam en France s'adaptera à la République, d'autant plus vite que les influences étrangères seront éradiquées et que les responsables musulmans (notamment les intellectuels et les islamologues), établiront une historicité du coran permettant de mettre l'accent sur tout ce qui est compatible avec les principes républicains et qu'ils mettront en œuvre des formations théologiques universitaires en ce sens pour les futurs imams et ceux qui sont en place. Les universités laïques pourraient se charger d'organiser des cursus universitaires traitant des nombreux domaines d'études laïques de l'islam. Cependant, la tâche apparaît compliquée, le chercheur en science politique à l'université de Strasbourg, Ahmet Öztürk pense « *qu'il est impossible que les gouvernements (étrangers) débranchent l'islam consulaire* ».

D'autre part, il faudrait aussi que les gouvernements français successifs fassent preuve de cohérence. Ceux ci, ne parvenant pas à réaliser une improbable unification de l'islam en France, ont eu une politique erratique faite de rapprochements, d'éloignements, de menaces, de séductions et de changements d'alliance.

Rapporté par Rue 89 du 20/10/2015 actualisé le 28/03/2016, Murat Ercan, responsable de la Ditiib Strasbourg, affirme que le bureau central des cultes (ministère de l'Intérieur) aurait poussé la Ditiib Strasbourg « *à initier une solution privée pour la formation des imams* » (le gouvernement cherchait désespérément une issue à ce problème). La Ditiib Strasbourg aurait alors mis sur pied la « faculté de théologie musulmane ». Un projet lancé sans concertation avec l'ensemble des acteurs locaux qui, on l'a vu, a été abandonné peu après son ouverture.

Auparavant, c'était l'Algérie avec la Mosquée de Paris qui était choyée par les gouvernements. Elle avait obtenu la présidence automatique du CFCM indépendamment de ses résultats électoraux, avant de tomber en disgrâce pour incompétence de la structure et les prétentions hégémoniques du président « historique » de la Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur.

Quelques années plus tard, ce sera au tour des organisations turques de perdre la confiance du gouvernement, la Turquie d'Erdogan se montrant trop entreprenante. C'est alors l'UOIF, devenue « Musulmans de France », qui est privilégiée par Christophe Castaner en la personne d'Abdelhaq Nabaoui, administrateur de l'aumônerie hospitalière (mais qui y a installé des membres de l'UOIF). C'est ainsi que le 29 mai 2019, délaissant ostensiblement le CFCM dirigé par le responsable turc de la Ditib, Amed Ögras, C. Castaner est venu à Strasbourg pour la rupture du jeûne du ramadan. Il y a vanté les mérites d'Abdelhaq Nabaoui et vilipendé le CFCM.

A Nabaoui avait adhéré à « l'Association musulmane pour l'islam de France » (AMIF) fondée par l'intellectuel musulman Hakim El Keroui (présent à Strasbourg) créée pour réformer l'islam en France. Le CFCM, qui avait nommé Nabaoui aumônier, avait fondé sa propre association concurrente de l'AMIF : « l'association pour le financement et le soutien au culte musulman » (AFSCM). En représailles, Nabaoui sera démis de ses fonctions d'aumônier hospitalier par le CFCM. Les conflits sont monnaie courante au CFCM. Lors de cette réunion à Strasbourg, où les représentants turcs ne se sont pas attardés, Mohamed Moussaoui a critiqué le CFCM et s'est rapproché d'Abdelhaq Nabaoui. Aujourd'hui M. Moussaoui est président du CFCM après avoir remporté les élections et A. Nabaoui n'a plus de fonctions électives. Il aurait conservé son poste d'aumônier militaire.

Dernier rebondissement, le 18/11/2020, E. Macron a reçu le CFCM qui, à sa demande, a présenté l'organisation d'un « Conseil national des imams ». Celui-ci donnera l'agrément aux imams pour exercer. Le CFCM doit rédiger, sous quinze jours, une « Charte des valeurs républicaines » que les neuf fédérations qui le composent devront signer. La Charte devra préciser « *que l'Islam de France est une religion et pas un parti politique, stipuler la fin de l'ingérence ou de l'affiliation à des États étrangers et s'engager à lutter contre la radicalisation.* » Il a été précisé que trois fédérations n'avaient pas une vision républicaine dont le Millî Görüs et les Musulmans de France. » Le président aurait déclaré : « *Si certains ne signent pas cette charte, nous en tirerons les conséquences* » (Nouvel Observateur du 19/11/2020).

Les DNA du 24/11/2020 font état de la décision du « Cojep international » de dissoudre, de sa propre volonté, les structures régionales et locales du Cojep en France. Rappelons le Cojep est le relais politique de l'AKP dans le monde et que certains de ses dirigeants ont un lien avec l'organisation d'extrême droite turque les Loups gris. Cette décision est intervenue le 1^{er} novembre à la veille de la dissolution de l'organisation Loups gris en France. Désormais, Cojep international est la seule représentation en France, mais elle pourrait garder des antennes sur le territoire national. Les DNA indiquent également que le Pej est « visiblement dissous ou en sommeil depuis plusieurs mois ». L'article se termine en constatant que des interventions de Cojep international correspondent « à l'un des axes de la diplomatie turque, à laquelle le site internet du Cojep fait d'ailleurs clairement référence ».

Pour autant, si tant est qu'elle puisse se réaliser, la réforme annoncée ne saurait suffire à retisser les liens rompus entre la République et une partie de la population de culture musulmane. L'État a une énorme responsabilité pour rétablir le lien social et la cohésion nationale par la reconstruction des services publics, l'aide aux nombreuses associations locales qui font un remarquable travail mais manquent de moyens, le lien des familles avec l'école, l'animation culturelle et sportive, l'implication des communes et des Collectivités locales.

Le Président de la République et le gouvernement pourraient utilement s'inspirer au plus vite du plan Borloo, lequel a été enterré aussi vite qu'il avait été publié. Sans un ensemble cohérent de politiques publiques touchant aux domaines mis en avant par ce plan, les lois sur le « séparatisme » peuvent s'empiler, elles ne seront pas pleinement efficaces.

**Pour Laïcité D'Accord,
Claude HOLLÉ, Secrétaire général de l'association.
Novembre 2020.**